

**LE P.C.F.
ET
LES COLONIES**

Recueil de documents



**DOCUMENTS
COMMUNISTES**

www.documents-communistes.org

Combattre résolument la politique féroce réactionnaire et colonialiste du gouvernement.

L'esprit de rapine, la volonté de maintenir les peuples sous le carcan du colonialisme, qui sont à l'origine de la guerre contre le Viet-Nam, expliquent aussi la politique violemment réactionnaire des impérialistes français dans toutes leurs colonies. Sous le vocable hypocrite d'Union Française, ce sont, en fait, les pires procédés du colonialisme que l'on fait renaître à Madagascar comme dans toute l'Afrique, de la Méditerranée à l'Océan et au Congo.

La provocation monstrueuse montée contre le peuple malgache, la destruction de ses villages, la condamnation et la détention arbitraire de ses élus, les méthodes de terreur policière en Afrique occidentale et équatoriale, les poursuites et les condamnations iniques contre les vaillants militants du Rassemblement Démocratique Africain, la répression sauvage contre les populations nord-africaines constituent le bilan des colonialistes.

Et, ici encore, la préparation à la guerre joue un rôle capital. Les impérialistes américains ne cherchent pas seulement à supplanter économiquement leurs concurrents dans tous ces territoires, et à régner en fait sous l'autorité nominale de la France. Ils ont aussi en vue l'organisation de leurs bases d'agression et de leurs liaisons à travers l'Afrique :

« Quelles sont les raisons profondes de la nouvelle organisation militaire en Afrique ? »

L'ancien ministre des Colonies répond :

« Elles résident dans la place éminente et nouvelle que l'Afrique tout entière vient de prendre dans la géo-politique et la stratégie mondiale... On peut supposer que pendant un éventuel troisième conflit mondial, comme en 1942 et en 1943, c'est en Afrique qu'une

nouvelle fois seraient créées les conditions de la victoire. » (l'Aube, 28 février 1949.)

Passons sur le terme pédant repris du vocabulaire hitlérien : la géopolitique. Retenons l'aveu que la politique gouvernementale en Afrique est dictée par des considérations sur la stratégie mondiale, c'est-à-dire de la stratégie du bloc des agresseurs, dirigé par les impérialistes américains.

C'est une raison de plus pour dénoncer et combattre cette politique féroce réactionnaire et colonialiste, pour soutenir pratiquement la lutte des peuples de l'Afrique pour leur liberté et leur indépendance. Et aussi pour soutenir en France-même les travailleurs coloniaux. Nord-africains, tout particulièrement, que le patronat exploite féroce pour des salaires de famine. Pour ces travailleurs, nous devons revendiquer et obtenir un salaire égal pour un travail égal : nous devons obtenir de meilleurs conditions de logement, réclamer tous les droits politiques et agir en sorte qu'ils voient effectivement des frères dans les prolétaires de France.

Maurice THOREZ, extrait de *La lutte pour l'indépendance nationale et pour la paix*, XII^e Congrès national du Parti communiste français, Gennevilliers, 2-6 avril 1950

Déclaration du bureau politique du Parti communiste algérien

Le Bureau politique du Parti communiste algérien, après avoir analysé les informations au sujet des différentes actions armées qui ont eu lieu dans plusieurs points du territoire algérien et en particulier dans les Aurès, estime qu'à l'origine de ces événements il y a la politique colonialiste d'oppression nationale, d'étouffement des libertés et d'exploitation, avec son cortège de racisme, de misère et de chômage, dont les sphères officielles sont obligées de reconnaître aujourd'hui l'existence.

Le Bureau politique estime par conséquent que les responsabilités fondamentales dans ces événements incombent entièrement aux colonialistes, qui malgré les expériences du Viêt-nam, du Maroc et de la Tunisie, s'obstinent dans une politique d'opposition et de force, face aux aspirations légitimes du peuple algérien, pour maintenir les privilèges d'une poignée de gros propriétaires fonciers, de banquiers et de trusts coloniaux.

Il rappelle que la répression n'a jamais réglé et ne réglera pas les problèmes politiques, économiques et sociaux, que pose devant le monde contemporain l'essor irrésistible des mouvements nationaux de libération.

Il estime que la meilleure façon d'éviter les effusions de sang, d'instaurer un climat d'entente et de paix consiste à faire droit aux revendications algériennes par la recherche d'une solution démocratique, qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie, sans distinction de race ni de religion et qui tiendrait compte des intérêts de la France.

Le Bureau politique dénonce la violente campagne de panique, de haine raciale et de diversion de la presse réactionnaire et colonialiste, dont le but est de dresser les uns contre les autres, Musulmans et

Européens, appelés à vivre ensemble en Algérie, leur patrimoine communs à tous.

Il dénonce les appels à la répression bestiale de cette presse aux ordres des gros seigneurs de la colonisation dont la richesse est faite de l'immense détresse de millions d'Algériens.

Le Bureau politique invite les Algériens, sans distinction d'origine, et plus particulièrement les travailleurs européens, à ne pas se laisser influencer par la propagande mensongère des milieux colonialistes, à réfléchir à ces événements, à rejeter toute arrière pensée raciale, pour les juger sagement. Il leur demande de se souvenir que cette même propagande et ces mêmes menaces proférées et appliquées au début de la crise de Tunisie ont dû faire place – parce qu'elles ont fait faillite – après une douloureuse expérience, à une ère nouvelle pour le règlement du problème tunisien.

Il souligne les contradictions entre la thèse officielle suivant laquelle le calme règne actuellement en Algérie et les véritables mesures de guerre prises par le gouvernement général en accord avec le gouvernement français.

Le Bureau politique proteste contre ces mesures de terreur qui tendent, en créant un climat d'insécurité générale, à ouvrir la voie à une répression généralisées frappant tous les patriotes, tous les hommes épris de liberté et de démocratie.

Le Bureau politique appelle tous les patriotes, tous les démocrates musulmans et européens, à s'unir et à agir pour obtenir que soient rapportées les mesures répressives de l'administration, pour demander la libération de tous les progressistes, démocrates et militants syndicaux, arbitrairement arrêtés, et pour qu'enfin soit amorcée une politique nouvelle qui, rompant avec les solutions de force, fera droit aux justes et légitimes aspirations du peuple algérien.

Parti communiste algérien, 2 novembre 1954.

Déclaration du Parti communiste français sur la situation en Algérie.

La situation devient chaque jour plus sérieuse en Algérie. Plusieurs régions sont mises en état de siège, des villages entiers sont ratissés, des organisations dissoutes, des centaines d'hommes emprisonnés, des journaux démocratiques saisis ou suspendus. Les colonialistes et la presse à leur service poussent à une répression sans cesse accrue. Une telle situation préoccupe à juste titre la classe ouvrière et l'ensemble des Français.

Le Parti communiste français souligne que les événements qui se déroulent actuellement en Algérie résultent essentiellement du refus opposé par les gouvernants français aux revendications nationales de l'immense majorité des Algériens, ce refus s'ajoutant à une misère généralisée et croissante, conséquence directe du régime colonial qui sévit dans ce pays.

« En prétendant nier l'existence en Algérie de problèmes politiques de caractère national, en s'obstinant à camoufler le régime colonial sous le vocable de « trois départements français », le gouvernement tourne le dos à la réalité algérienne et notamment à la volonté de tout un peuple de vivre libre et de gérer démocratiquement ses propres affaires.

« Le Parti communiste français dénonce les mesures de violence prises pour tenter de briser le mouvement national algérien, qu'il s'agisse de véritables opérations de guerre actuellement en cours ou de la dissolution arbitraire du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, prétexte à une répression encore accentuée. La politique de force pratiquée par le gouvernement ne résoudra pas d'avantage les problèmes qui se posent en Algérie qu'elle n'a résolu ceux qui se sont trouvés posés en Indochine, en Tunisie et au Maroc ; ainsi qu'il en a été dans ces divers pays, une telle politique ne peut

qu'aggraver la situation et rendre les problèmes encore plus difficiles à régler.

« En de telles circonstances, fidèles à l'enseignement de Lénine, le Parti communiste français, qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits.

« Il demande aux travailleurs, à tous les démocrates de manifester leur solidarité agissante à l'égard des centaines de milliers de travailleurs algériens obligés de s'exiler en France parce que les conditions du colonialisme les empêchent de vivre dignement, eux et leurs familles, dans leur propre pays.

« Les travailleurs, les démocrates, les patriotes français s'opposeront d'autant plus vigoureusement à la politique féroce colonialiste pratiquée en Algérie et dans toute l'Afrique du Nord, qu'elle est étroitement liée à la politique de la rennaissance du militarisme allemand. Elle tend en effet à faciliter l'implantation de l'impérialisme germanique sur le sol africain, suivant les projets « d'industries franco-allemandes en Afrique du Nord et au Sahara » annoncés par le président du Conseil. Elle en est, par cela même, plus néfaste encore et plus contre à l'intérêt français et à la cause de la paix.

« Le Parti communiste français déclare avec force que la seule voie permettant de mettre un terme à la situation présente consiste :

« 1) à arrêter immédiatement la répression et à ramener en France les troupes et les forces de police acheminées en Algérie depuis trois mois;

« 2) à reconnaître le bien-fondé des revendications à la liberté du peuple algérien ;

« 3) à discuter de ces revendications avec les représentants

qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne : délégués des tous les partis et mouvements nationaux, délégués des organisations démocratiques, professionnelles et culturelles, personnalités.

« C'est là le seul moyen d'avancer vers une solution démocratique des problèmes qui se posent en Algérie ; une solution conforme à la volonté ou à l'intérêt de l'ensemble des hommes et des femmes vivant en Algérie, mise à part une poignée de profiteurs de la colonisation ; une solution assurant la défense des intérêts de la France, ceux-ci ne pouvant être vraiment garantis que si les relations entre les peuples algérien et français se situent dans un climat d'amitié et de confiance réciproques.

« Le Parti communiste français est ainsi, une fois de plus, l'interprète de l'internationalisme des travailleurs, inséparable de l'intérêt national.

Le Parti communiste français, le 8 novembre 1954.

« Les guerres coloniales »

Tout au cours de l'année 1957, je ne cessai de sonner l'alarme. On pouvait lire sous ma plume dans *l'Humanité* du 2 mars 1957 :

La politique de guerre à outrance pratiquée par les hommes au pouvoir creuse de plus en plus le fossé entre la France et la nation algérienne. Son sinistre symbole est le fonctionnement quotidien de la guillotine... Le Parti communiste mettra tout en œuvre afin que soit appliquée au problème de l'Algérie une solution conforme à l'esprit de notre époque. Cette solution, c'est la reconnaissance du droit du peuple algérien à l'indépendance.

Maurice THOREZ, *Fils du peuple*, Editions sociales, Paris, 1960

Le peuple imposera la paix en Algérie.

Ici, le Parti est fort, parce qu'il a constamment manifesté une fidélité inébranlable, vous le dites dans le texte imprimé sur le menu de ce repas, une fidélité inébranlable aux principes du léninisme, aux principes de Marx et de Lénine. Ici, la classe ouvrière, sous la conduite de notre Parti, a été constamment à la pointe de la bataille pour le pain, pour la liberté et pour la paix. Ici, comme dans toute la France, un succès important a couronné, le 27 octobre, nos efforts de mobilisation des forces de paix pour obtenir la fin de la guerre d'Algérie : 27.000 manifestants dans cette seule banlieue, des dizaines de milliers de travailleurs de toute opinion arrêtant le travail.

Avant tout, ce succès a été, dans tout le pays, le succès des forces d'union. Dans tout le pays, dans de nombreuses grandes villes, nous avons réussi à obtenir des accords que signaient en même temps les communistes et les socialistes : socialistes du Parti Socialiste Unifié, socialistes de la S.F.I.O. Plus de 50 sections socialistes, des fédérations socialistes ont signé des appels communs. Nous sommes unis également grâce à l'appel qui a été lancé par les organisations syndicales : par la C.G.T. Et parallèlement par F.O., par la C.F.T.C., et aussi par l'U.N.E.F.

Les raisons d'un tel mouvement, d'un tel progrès des forces d'unité, c'est qu'il existe dans le pays une inquiétude très profonde, un mécontentement qui grandit, qui s'exprime même chez ceux qui, il y a moins de deux ans encore, avaient mis toute leur confiance, tous leurs espoirs en De Gaulle. Maintenant, la masse des Français est en train de s'ébranler. Il faut tout faire pour faciliter ce rassemblement des Français, pour faciliter la large union de tous ceux qui veulent combattre la guerre, de tous ceux qui veulent améliorer leur situation, de tous ceux qui veulent rétablir la démocratie dans notre pays. Il faut faciliter un tel mouvement; car ce sont les masses, et seulement

les masses, qui peuvent imposer la paix, qui peuvent venir à bout d'un régime qui fait tant de mal à notre pays.

Notre tâche à nous, c'est de surmonter tous les obstacles qui s'opposent à l'unité, et parfois, de déjouer des initiatives aventureuses qui risqueraient de gêner ou même d'empêcher la progression des larges masses. Par exemple, du fait que le mouvement se développe dans tout le pays, on a vu surgir, des derniers temps, toute une série d'initiatives. Vous vous rappelez le mot d'Engels disant que l'impatience révolutionnaire n'est pas une justification théorique. Il y a eu, ces derniers temps, beaucoup de gens qui ont commencé à s'éveiller, et ils ont cru que leur réveil était le réveil de l'opinion; Ils ont cru, le jour où ils commençaient à protester, sous une forme ou sous une autre, contre la guerre d'Algérie, que cela signifiait : tout le monde maintenant est déjà réveillé, tout le monde est dans la lutte. Ils oubliaient l'effort que vous, que nous tous, les communistes, nous avons accompli depuis six années.

Nous avons dit ce que nous pensions, – je ne veux pas y revenir – sur cette lettre de Jean-Paul Sartre à propos du procès Jeanson, sur la prétention qui y était affichée, de nous sommer, nous communistes, d'avoir désormais, comme politique, une politique qui serait étroitement calquée sur le F.L.N. Nous avons dit notre respect pour le F.L.N., pour ses chefs. Nous avons dit que nous soutenons sans réserve la lutte menée par le F.L.N. Pour la libération de son pays; mais nous avons estimé qu'ici, en France, c'est nous qui devons fixer la politique de notre Parti. Nous devons tenir compte de ce qui est dans la tête des Français, de ces Français qui pendant de longues années, ont été peu à peu imprégnés des idées – je dirais, de colonialisme, de grande puissance colonialiste, de racisme parfois. Il nous faut faire un gros effort pour débarrasser les cerveaux à cet égard. Nous nous y employons depuis déjà près de quarante années, depuis la guerre du Maroc en particulier, et vous savez que l'effort est encore grand à accomplir.

Donc, sur ce point, nous avons dit : non, ce n'est pas vrai; la tâche des partisans de la paix en France, maintenant, ne peut pas consister à porter les valises du F.L.N.; la tâche des combattants de la paix en France consiste à convaincre, à rassembler tous les Français pour leur montrer que la guerre d'Algérie ne provoque que misère, désolation, deuils pour les uns et pour les autres, qu'elle est désastreuse pour le peuple algérien, qu'elle est nuisible pour le peuple de France. Plus vite on en finira, tous ensemble, mieux cela vaudra et pour l'Algérie et pour la France. Voilà la vérité.

Même souci de clarté en ce qui concerne l'appel dit des 21. Un appel était lancé à grand fracas : le droit à l'insoumission des jeunes Français. Et nous avons dit, là encore : non, nous ne sommes pas d'accord. Nous allons naturellement, défendre – comme nous l'avons toujours fait – tous ceux qui sont victimes de la répression, tous ceux qui, même en se trompant, croient mener la lutte contre la guerre et sont frappés par le gouvernement. Nous allons les défendre, mais nous ne cacherons pas que la voie qu'ils choisissent n'est pas la bonne; non, la voie n'est pas l'insoumission, la voie reste celle que nous a inculquée Lénine, que nous voulons suivre, que nous avons suivie dans cette guerre d'Algérie, que nos jeunes soldats, les Liechti et d'autres, ont suivie.

La voie, c'est le travail de masse, même à l'armée, surtout dans l'armée, pour combattre la guerre. Et pas la désertion. Ne pas isoler les meilleurs, ne pas isoler ceux qui peuvent travailler, ceux qui ont déjà compris, de la masse des soldats qui sont encore ignorants. Déserter, quitter l'armée, cela signifie laisser la masse des soldats aux mains des officiers qui développent l'action psychologique; cela signifie laisser la masse de nos jeunes soldats aux mains d'officiers parfois fascistes, aux mains des ultras. Là n'est pas le devoir. Le devoir, c'est de travailler; c'est de faire le travail difficile, le travail pénible, le travail qui exige des sacrifices, qui coûte parfois des années de prison aux jeunes soldats. Et nous les soutiendrons, et nous

lutterons. Nous avons pour eux beaucoup d'estime, beaucoup d'affection. C'est ce travail qu'il faut faire, c'est celui que nous avons appris à faire quand nous étions de jeunes communistes et c'est celui que nous continuerons. C'est la seule voie pour gagner la bataille contre la guerre.

Maurice THOREZ, extrait du discours prononcé à St-Denis le 30 octobre 1960.